

MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DE L'HYDRAULIQUE

SECRETARIAT GENERAL

DGRE DGAEUE

Tél. : (226) 50 37 48 76 à 78

BURKINA FASO
Unité - Progrès - Justice

**PROGRAMME NATIONAL D'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE ET
D'ASSAINISSEMENT EN MILIEU RURAL**

**Guide de remplissage de la fiche de collecte N°2
« Bilan semestriel au 30 juin 2012
du PN-AEPA en milieu rural »**

Juin 2012

Sommaire

INTRODUCTION	4
I. PRESENTATION DE LA FICHE 2 «BILAN SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2012 DU PN-AEPA EN MILIEU RURAL»	5
II. INFORMATION SUR LE REMPLISSAGE DE LA FICHE	5
III. DEFINITION DES CONCEPTS.....	5
III.1. Concepts généraux	5
III.2. Concepts spécifiques à l'eau potable	6
III.3. Concepts spécifiques à l'assainissement EUE	7
IV. REMPLISSAGE DE LA FICHE 2	9
Page de garde.....	9
Section A : INFORMATIONS GENERALES	9
A.I. Identification de l'acteur	9
A.I-1. Acteur :	9
A.I-2. Adresse (BP, Tel, email, Fax) :	9
A.II. Identification du répondant	9
A. II-1. Nom et prénom (s) :	9
A.II-2. Fonction :	9
A.II-3. Téléphone:	9
A.II-4. E-mail :	9
A.III. Identification de l'intervention	9
A.III-1. Dénomination du projet ou programme :	9
A.III-2. Région(s) d'intervention:	10
A.III-3. Durée du projet ou programme :	10
A.III-4. Début des interventions :	10
A.III-5. Fin des interventions :	10
A.III-6. Bailleur (s):	10
A.III-7. Coût total du projet ou programme sur sa durée d'intervention (FCFA):.....	10
▪ Contrepartie de l'Etat (FCFA):.....	10
▪ Contribution des bénéficiaires (FCFA) :	10
▪ Contribution des partenaires techniques et financiers (FCFA) :	10
A.III-8. Domaine (s) d'intervention:	10
Section B : Approvisionnement en Eau potable (AEP)	12
B.I- Réalisations communautaires	12
B.II- Réalisations dans les écoles primaires (publiques et privées)	12
B.III- Réalisations dans les CSPS.....	12
Section C : Assainissement Eaux Usées et Excreta	12
C.I. Assainissement familial	12
C.II. Assainissement dans les écoles primaires	12
C.III. Assainissement dans les CSPS	13
C.IV. Assainissement dans les lieux publics (marchés, gares, lieux de culte).....	13
Section D : Activités du Cadre Unifié d'Intervention	13
D.I. Coût des activités.....	13
D.II. Formations des acteurs dans le cadre de l'AEPA.....	14

D.III. Mise en œuvre de la Réforme	14
D.III.1. Informations administratives concernant la commune	14
D.III.2. Associations des usagers de l'eau	14
D.III.3. Artisan réparateur (AR) :	14
D.III.4. Gestion des AEPS :	15
Section E : COMMENTAIRES	15
E.I – Commentaires spécifiques sur la programmation révisée	15
E.II - Situation de l'exécution du plan de passation des marchés sur l'AEPA.....	15
E.III - Commentaires sur le niveau d'exécution à mi-parcours	15

Introduction

L'objectif général du Système de Suivi évaluation (S-SE) du Programme national d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement (PN-AEPA), mis en place en 2007, est de mesurer périodiquement l'atteinte des résultats de l'ensemble du programme ainsi que la pertinence, l'efficacité, l'efficience et la pérennité des actions menées.

Le S-SE est articulé autour de plusieurs outils qui permettent de collecter les données physiques et financières tant pour programmer les activités que pour dresser le bilan des réalisations. Ces outils sont le Budget Programme par Objectif (BPO), la base de données de l'INO, et les rapports bilan au niveau national et régional (semestriel et annuel).

Pour l'élaboration de la programmation et des rapports bilan au niveau national et régional (semestriel et annuel), deux types de fiches de collecte ont été conçues :

- les fiches de collecte sur les ouvrages d'AEPA (fiches INO et fiches AEUE) et
- les fiches de collecte auprès des acteurs.

S'agissant des fiches de collecte auprès des acteurs, 3 fiches sont disponibles :

- Fiche 1 « Programmation 2013-2015 du PN-AEPA en milieu rural » : sert à la programmation 2013 du PN-AEPA et à l'élaboration du Budget Programme triennal 2013-2015 dudit programme en milieu rural ;
- Fiche 2 « Bilan semestriel au 30 juin 2012 du PN-AEPA en milieu rural » : sert à l'élaboration des rapports bilans semestriels régionaux et national au 30 juin 2012 du PN-AEPA en milieu rural ;
- Fiche 3 « Bilan annuel au 31 décembre 2012 du PN-AEPA en milieu rural » : sert à l'élaboration des rapports bilans annuels régionaux, national au 31 décembre du PN-AEPA et au rapport d'exécution du BPO.

Le présent guide a pour objectif de faciliter la compréhension et le remplissage de la Fiche 2.

I. Présentation de la fiche 2 «Bilan semestriel au 30 juin 2012 du PN-AEPA en milieu rural»

La fiche 2 est structurée en 5 sections :

- la section « A » a pour objectif de recueillir les informations générales relatives à l'identification de la structure, du répondant et à l'intervention ;
- la section « B » a pour objectif de recueillir les informations relatives à l'approvisionnement en eau potable. Il s'agit de fournir les informations de réalisation et de réhabilitation des ouvrages communautaires (forages, puits et AEPS). Aussi il est prévu de renseigner les informations concernant les ouvrages dans les écoles et les CSPS ;
- la section « C » a pour objectif de recueillir les informations relatives à l'assainissement des eaux usées et excréta. Il s'agit de fournir les informations de réalisation et de réhabilitation des ouvrages d'assainissement familial, institutionnel et public ;
- la section « D » a pour objectif de recueillir les informations relatives au cadre unifié d'intervention (CUI). Il s'agit de fournir les informations sur les coûts des activités d'IEC, d'élaboration des PCD-AEPA, de la Réforme du système de gestion des infrastructures d'alimentation en eau potable, et du renforcement des capacités des acteurs ;
- la section « E » a pour objectif de recueillir les informations relatives à la programmation révisée, à l'exécution du plan de passation des marchés, et au niveau d'exécution des travaux AEPA.

II. Information sur le remplissage de la fiche

La fiche 2 est destinée à tout acteur intervenant dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement en milieu rural. Chaque acteur est tenu de remplir **une fiche par projet ou programme**.

Confidentialité : Toutes les données d'ordre physique et financier recueillies dans cette fiche ne peuvent en aucun cas être utilisées à des fins de contrôle fiscal, économique ou social, ni à des fins de recherches de la part des autorités administratives, politiques, militaires, policières ou judiciaires¹.

III. Définition des concepts

Pour un remplissage correct et complet de la fiche, il est demandé de prendre connaissance des différentes définitions des concepts ci-dessous et de les appliquer.

III.1. Concepts généraux

Acteur : on entend par acteur, la structure chargée de la mise en œuvre du projet/programme.

Exemples : commune de Kindi, WaterAid, DRAH du Sud-Ouest, EAA (ex-CREPA)

Projet/ programme : toute action d'intervention publique ou de coopération technique exécutée pendant une période déterminée dans le domaine de l'AEPA dans le but de :

- produire des biens et services ;
- réaliser des infrastructures socio économiques ;

¹ **Extrait** : Article 8 du **DECRET** N°2007-390/PRES promulguant la loi n°012-2007/AN du 31 mai 2007 portant organisation et réglementation des activités statistiques.

- renforcer les capacités institutionnelles de l'administration centrale, déconcentrée et locale, de la société civile ;
- renforcer les capacités et compétences des ressources humaines.

Exemples : SANIFASO, Projet 300 forages JICA, etc.

NB : Pour les fonds transférés du budget de l'Etat, indiquer l'intitulé de la ligne budgétaire.

Programmation : c'est la phase d'identification et de sélection des activités en fonction de leur pertinence et du choix des ressources humaines, matérielles et financières pour la réalisation des objectifs fixés.

Prix Unitaire à la programmation (x1000 FCFA) : c'est le montant réservé à la réalisation d'une unité d'ouvrage ou d'activité. On l'obtient en divisant le montant total du budget annuel réservé à la réalisation de l'ouvrage ou de l'activité par la quantité initiale programmée.

Exemple : le coût total de réalisation de 8 forages est de 64 000 000 F CFA. Le coût unitaire est de 8 000 000 F CFA. Inscrire dans la colonne : 8 000

Quantité initiale programmée: il s'agit du nombre total d'ouvrages ou d'activités programmé pour l'année en cours, contenu dans le rapport de programmation validé lors de la dernière session du Comité Régional de Pilotage.

Quantité programmée révisée au 30 juin : c'est le nombre annuel d'ouvrages ou d'activités programmé mis à jour au cours du premier semestre de l'année en cours. Cette mise à jour de la programmation annuelle intervient une fois par an, au plus tard à la fin du premier semestre. Aucune révision ultérieure n'est prise en compte.

Quantité réalisée au 30 juin : c'est le nombre d'ouvrages ou d'activités réalisés entre le 1^{er} janvier et le 30 juin de l'année en cours.

Montant engagé : c'est le montant du contrat signé par les parties prenantes pour la réalisation des ouvrages ou des activités.

Pour les fonds exécutés par la procédure budgétaire nationale (Etat), l'engagement doit recueillir le visa du contrôle financier.

Montant payé : c'est le montant effectivement versé au prestataire.

III.2. Concepts spécifiques à l'eau potable

Forage : ouvrage de petit diamètre (supérieur ou égal à 4 pouces) destiné à capter des aquifères profonds. Il est équipé d'un tubage et d'une superstructure, et est prévu pour recevoir un dispositif de pompage (le forage est alors "équipé").

Puits moderne : ouvrage de grand diamètre destiné à capter l'eau de la nappe phréatique. Il est qualifié de moderne car il comporte des buses en béton armé sur toute sa profondeur composées d'un cuvelage et d'un captage, d'une dalle de fond et d'une margelle en béton haut en moyenne de 0,80 mètres et ayant un diamètre intérieur de 1,80 m en général.

Adduction d'eau potable simplifiée (AEPS) : système d'approvisionnement en eau basé sur une technologie à moindre coût. Les AEPS comprennent les mini-réseaux d'AEP et les postes d'eau autonomes.

Mini réseau d'AEP: système d'approvisionnement en eau potable adapté aux petites agglomérations comprenant en général, une source de production d'eau dont le débit est supérieur ou égal à 5 m³ /h, un système d'exhaure, une source d'énergie, un château d'eau, un réseau de canalisations d'adduction et de distribution d'eau et des points de desserte (bornes fontaines, points de distribution collectif et branchements particuliers).

Poste d'eau autonome (PEA) : système compact d'équipements hydrauliques ne comprenant pas de réseau de distribution et constitué d'un forage avec un débit minimal

supérieur ou égal à 5m³/h, d'une pompe électromécanique, d'un réservoir de stockage et d'au moins trois robinets de service au pied du réservoir.

Réalisation d'un ouvrage d'AEP : on entend par ouvrage d'AEP neuf, tout ouvrage nouvellement réalisé et mis en service.

Réhabilitation d'un ouvrage d'AEP : on entend par ouvrage réhabilité, la remise en état de cet ouvrage dans les conditions proches de son état initial, au début de son exploitation. Cette réhabilitation nécessite au préalable une étude diagnostic.

Réhabilitation d'un forage : elle porte sur les travaux de soufflage, les essais de pompage, le renouvellement du système d'exhaure (pompe et tuyaux) et la réfection de la superstructure. Elle est différente de la réparation qui ne porte que sur des petites pannes.

Réhabilitation d'une AEPS : elle porte sur tout ou partie des organes de l'ouvrage (forage, source d'énergie, château d'eau et canalisations).

Extension d'AEPS : elle porte sur les canalisations, l'ajout de nouvelles bornes fontaines, l'ajout de forage ou l'augmentation de la capacité de stockage (châteaux d'eau).

III.3. Concepts spécifiques à l'assainissement EUE

Latrine VIP (Ventilated Improved Pit) : La latrine améliorée à fosse ventilée (VIP) comprend une (ou des) fosse(s) de réception et d'accumulation des boues dont les parois sont construites, une superstructure constituée d'une ensemble de dalles, d'une cabine et un tuyau de ventilation (en briques ou en PVC) dont l'extrémité est munie d'un grillage anti-mouches.

Il existe les latrines VIP à fosse unique, à double fosses ou à fosses multiples (bloc de plusieurs latrines). La latrine à double fosses se reconnaît par les deux tuyaux de ventilation.

Latrine EcoSan (Ecological Sanitation) : Type de latrine écologique à fosse ventilée (une ou deux fosses), sèche, construite hors sol ou semi-enterrée et basée sur le principe de séparation de l'urine et des excréments comportant les éléments suivants :

- une fosse construite entièrement hors sol ou semi enterrée et ne recevant que les matières fécales, la cendre ou tout autre produit déshydratant, les matériaux de nettoyage anal ;
- une ouverture (derrière la fosse) pour l'extraction des matières fécales digérées (dans le cas de la double fosse) ou à stocker pour la digestion (dans le cas de la fosse unique). L'ouverture est en maçonnerie à joints faiblement dosés ;
- un tuyau de ventilation relié à la fosse ;
- un bidon de stockage et d'hygiénisation des urines et le cas échéant les eaux de nettoyage anal évacuées dans un lit de mulch (puisard) ;
- des escaliers pour l'accès à la cabine.

Toilette à chasse d'eau manuelle (TCM) : Une toilette à chasse d'eau manuelle (TCM) est un type de latrine comprenant une superstructure constituée d'une dalle, d'une cabine, d'un siège de défécation (à la turque ou à l'anglaise), un siphon à faible volume d'eau empêchant les remontées d'odeurs dans la cabine, un regard de visite permettant la permutation des fosses; les excreta sont évacués avec de l'eau versée à l'aide d'un récipient (seau, bouilloire,...).

Toilettes à chasse d'eau mécanique (TCM): La toilette à chasse d'eau mécanique est composée d'un réservoir d'eau qui fournit l'eau pour évacuer les excreta et d'une cuvette à la turque ou d'une cuvette à l'anglaise (siège de défécation), reliée à une fosse septique ou à un réseau d'égout.

La présence d'une toilette à chasse mécanique suppose donc l'existence d'une fosse septique ou la connexion à un réseau d'égout.

Puisard domestique : également appelé puits d'infiltration des eaux usées, le puisard est un dispositif d'infiltration consistant en un puits destiné à recevoir les eaux usées, de préférence après un prétraitement préalable (décantation, flottation, absorption,...) pour éviter le colmatage de l'ouvrage. Le puits d'infiltration ne convient pas aux fortes quantités d'eau usées rejetées. Il est relié à une douche ou à un bac à laver. On appelle puisard domestique, un puisard construit pour les ménages.

Bloc de latrines : c'est un ensemble constitué d'une ou plusieurs cabines mitoyennes (c'est-à-dire voisines et d'un seul tenant).

Cabine ou poste : c'est un compartiment délimité par des murs et qui assure l'intimité de l'utilisateur d'une latrine. La cabine (ou poste) comporte 1 ou 2 trous de défécation selon le type de latrine. Elle peut être réalisée en dur, semi-dur ou tout autre matériau.

Construction d'un ouvrage d'assainissement : elle consiste en la construction complète d'un nouvel ouvrage.

Réhabilitation d'une latrine : elle consiste essentiellement à la réparation de composants d'un ouvrage éventuellement endommagés ou à élever au niveau de service². On entend par composant les éléments constitutifs de l'ouvrage tels que la dalle, le tuyau de ventilation, le tuyau de raccordement à la fosse etc.

² OSA, Volume 2, p12

IV. Remplissage de la fiche 2

Page de garde

Nom de l'acteur : indiquer le nom de l'acteur, c'est-à-dire le nom de la structure en charge de la mise en œuvre du projet ou programme.

Date de remplissage : Il s'agit de la date du jour de remplissage de la fiche. Inscrire dans les cases de codification la date sous le format JJ MM AAAA.

JJ représente le jour : Inscrire 01 pour le 1^{er} du mois, 05 pour le 5 du mois et 20 pour le 20 du mois ;

MM représente le mois : inscrire 06 pour juin et 08 pour août.

AAAA représente les 4 chiffres de l'année.

Si la fiche est remplie le 25 juillet 2012, indiquer : |_2_|_5_|/|_0_|_7_|/|_2_|_0_|._1_|_2_|.

Section A : INFORMATIONS GENERALES

A.I. Identification de l'acteur

A.I-1. Acteur :

Indiquer en toutes lettres le nom de la structure en charge de la mise en œuvre du projet ou programme.

A.I-2. Adresse (BP, Tel, email, Fax) :

Indiquer de manière lisible les coordonnées de l'acteur : l'adresse postale, les numéros de téléphone et de fax ainsi que l'adresse email.

A.II. Identification du répondant

A. II-1. Nom et prénom (s) :

Indiquer le nom et le(s) prénom(s) de la personne qui a renseigné la fiche.

A.II-2. Fonction :

Indiquer la fonction de la personne qui a renseigné la fiche.

A.II-3. Téléphone:

Indiquer le (s) numéro (s) de téléphone de la personne qui a renseigné la fiche.

A.II-4. E-mail :

Indiquer l'adresse email de la personne qui a renseigné la fiche.

Ces informations ne seront utilisées qu'en cas de besoin d'informations complémentaires.

A.III. Identification de l'intervention

A.III-1. Dénomination du projet ou programme :

Indiquer en toutes lettres l'intitulé du projet ou programme tel que défini plus haut.

Exemple : « Programme d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement dans la région Centre-Nord (PAEPA Centre-Nord) »

A.III-2. Région(s) d'intervention:

Indiquer le nom de la ou des régions dans lesquelles le projet/programme est exécuté.

Province (s) :

Indiquer le nom de la ou des provinces dans lesquelles le projet/programme est exécuté.

Commune(s) :

Indiquer le nom de la ou des communes dans lesquelles le projet/programme est exécuté.

A.III-3. Durée du projet ou programme :

Indiquer la période comprise entre le démarrage des activités (début d'intervention) et la fin prévue des activités (fin de l'intervention).

A.III-4. Début des interventions :

Inscrire dans les cases de codification la date sous le format MM AAAA.

Exemple : le début de l'intervention était au mois de mars 2009, indiquer

|_0_|_9_|/|_2_|_0_|_0_|_9_|

A.III-5. Fin des interventions :

Inscrire dans les cases de codification la date sous le format MM AAAA.

Exemple : la fin de l'intervention est prévue au mois de décembre 2015, indiquer

|_1_|_2_|/|_2_|_0_|_1_|_5_|

A.III-6. Bailleur (s):

Indiquer le nom de la ou des institutions qui financent le projet ou programme. Il peut y avoir plusieurs bailleurs pour un seul projet/programme (cas des co-financements).

Exemple : Etat, Agence Française de développement (AFD), Union européenne, coopération décentralisée Garango-Laval ; Fondation Song Taaba, Fondation Bill et Melinda Gates

A.III-7. Coût total du projet ou programme sur sa durée d'intervention (FCFA):

Montant total du projet/programme comprenant l'ensemble des coûts estimés contenu dans la Convention de financement ou document budgétaire (Loi de finances ou budget communal).

▪ Contrepartie de l'Etat (FCFA):

Dans le cas où une contre partie est prévue dans le budget du projet/programme, indiquer le montant de cette contrepartie en F CFA pour toute la durée du projet/programme.

▪ Contribution des bénéficiaires (FCFA) :

Dans le cas où une contribution financière des bénéficiaires est attendue, indiquer le montant de cette contribution en F CFA pour toute la durée du projet/programme.

▪ Contribution des partenaires techniques et financiers (FCFA) :

Dans le cas où une contribution financière des partenaires techniques et financiers est attendue, indiquer le montant total de cette contribution en F CFA pour toute la durée du projet/programme et pour l'ensemble des partenaires techniques et financiers.

A.III-8. Domaine (s) d'intervention:

Cocher le ou les domaines d'intervention concerné (s) par le projet/programme :

Eau potable communautaire : concerne la réalisation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable (forages équipés de pompe, puits modernes, adduction d'eau potable simplifiée (AEPS)) destinés à l'alimentation en eau potable des populations.

Eau potable dans les écoles : concerne la réalisation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable (forages équipés de pompe) destinés à l'alimentation en eau potable dans les écoles primaires (publiques et privées).

Eau potable dans les CSPS : concerne la réalisation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable (forages équipés de pompe) destinés à l'alimentation en eau potable dans les Centres de Santé et de Promotion sociale.

Assainissement familial : concerne les ouvrages d'assainissement construits destinés aux ménages (latrines et puisards domestiques) ;

Assainissement public : concerne la réalisation d'ouvrages d'assainissement destinés aux usagers des gares routières, des marchés et des lieux de culte (blocs de latrines).

Assainissement institutionnel : concerne les ouvrages d'assainissement destinés aux personnels et usagers des lieux spécifiques que sont les écoles et les CSPS ;

Assainissement dans les Centres de Santé et de Promotion Sociale (CSPS) : l'assainissement dans les CSPS fait partie de l'assainissement institutionnel. Il concerne la réalisation des ouvrages d'assainissement (blocs de latrines) destinés aux personnels et usagers des CSPS.

Assainissement dans les écoles : l'assainissement dans les écoles fait partie de l'assainissement institutionnel. Il concerne les ouvrages d'assainissement (blocs de latrines) construits dans les écoles primaires (publiques et privées).

Section B : Approvisionnement en Eau potable (AEP)

En se référant aux concepts définis au chapitre 3, remplir le tableau pour chacune des activités menées par le projet/programme en précisant dans les colonnes : le prix unitaire à la programmation, la quantité initiale programmée, la quantité programmée révisée au 30 juin, le montant engagé et le montant payé. Indiquez dans la colonne « Observations », toute information jugée utile à la compréhension des données figurant dans le tableau.

Colonne « quantité programmée révisée au 30 juin » : Si une telle révision des quantités est effectuée, la nouvelle quantité doit être indiquée dans cette colonne. S'il n'y a pas de révision des quantités, il faut reporter dans cette colonne la programmation initiale.

B.I- Réalisations communautaires

Le tableau de B-I concerne toutes les activités annuelles relatives à la réalisation d'ouvrages d'AEP (forage, puits et AEPS) qu'ils soient nouvellement réalisés (ouvrages neufs) ou réhabilités pour les populations.

B.II- Réalisations dans les écoles primaires (publiques et privées)

Le tableau de B-II concerne la réalisation de forages qu'ils soient nouvellement réalisés (forages neufs) ou réhabilités dans les écoles primaires (publiques et privées).

B.III- Réalisations dans les CSPS

Le tableau de B-III concerne la réalisation de forages qu'ils soient nouvellement réalisés (forages neufs) ou réhabilités dans les CSPS.

Section C : Assainissement Eaux Usées et Excreta

En se référant aux concepts définis au chapitre 3, remplir le tableau pour chacune des activités menées par le projet/programme en précisant dans les colonnes : le prix unitaire à la programmation, la quantité initiale programmée, la quantité programmée révisée au 30 juin, le montant engagé et le montant payé. Indiquez dans la colonne « Observations », toute information jugée utile à la compréhension des données figurant dans le tableau.

Colonne « quantité programmée révisée au 30 juin » : Si une telle révision des quantités est effectuée, la nouvelle quantité doit être indiquée dans cette colonne. S'il n'y a pas de révision des quantités, il faut reporter dans cette colonne la programmation initiale.

C.I. Assainissement familial

Le tableau de C-I concerne la construction de latrines familiales (VIP, TCM, EcoSan) et de puisards domestiques et la réhabilitation de latrines familiales.

Toutes les activités concernent la construction ou la réhabilitation à travers une subvention.

C.II. Assainissement dans les écoles primaires

Le tableau de C- II concerne la construction et la réhabilitation de blocs de latrines (VIP, TCM, EcoSan) dans les écoles primaires (publiques et privées).

- l'activité 1 concerne l'ensemble des blocs de latrines réservés aux élèves ;
- l'activité 2 concerne uniquement les blocs de latrines réservés aux filles ;
- l'activité 3 concerne la réhabilitation des blocs de latrines réservés aux élèves (filles et garçons).

C.III. Assainissement dans les CSPS

Le tableau de C- III concerne la construction et la réhabilitation de blocs de latrines (VIP, TCM, EcoSan) dans les CSPS.

C.IV. Assainissement dans les lieux publics (marchés, gares, lieux de culte)

Le tableau de C- IV concerne la construction et la réhabilitation de blocs de latrines (VIP, TCM, EcoSan) dans les lieux publics (marchés, gares, lieux de culte).

Section D : Activités du Cadre Unifié d'Intervention

En se référant aux concepts définis au chapitre 3, remplir le tableau pour chacune des activités menées par le projet/programme en précisant dans les colonnes : le prix unitaire à la programmation, la quantité initiale programmée, la quantité programmée révisée au 30 juin, le montant engagé et le montant payé. Indiquez dans la colonne « Observations », toute information jugée utile à la compréhension des données figurant dans le tableau.

Colonne « quantité programmée révisée au 30 juin » : Si une telle révision des quantités est effectuée, la nouvelle quantité doit être indiquée dans cette colonne. S'il n'y a pas de révision des quantités, il faut reporter dans cette colonne la programmation initiale.

D.I. Coût des activités

Activité 1 : Réaliser l'intermédiation sociale Hygiène et Assainissement

L'intermédiation sociale concerne les activités de formations, sensibilisation, information, éducation et communication en faveur de l'hygiène et de l'assainissement des eaux usées et excreta pour un changement de comportement.

La formation peut s'adresser à un public large : artisans, hygiénistes, maçons, enseignants, élèves, agents de santé, ménages.

Activité 2: Elaborer les PCD-AEPA

Un Plan communal de développement de l'Approvisionnement en eau potable et assainissement (PCD AEPA) est considéré comme élaboré à l'issue d'un processus de plusieurs étapes (cadrage, études, validation par le Conseil Municipal) qui s'achève par la validation technique par la DRAH.

L'estimation du coût unitaire d'un PCD AEPA, comprend le coût global de toutes les étapes nécessaires jusqu'à sa validation technique par la DRAH.

Activité 3 : Mettre en place les AUE :

Il s'agit des activités destinées à mettre en place des Associations des Usagers de l'Eau. Indiquer le nombre d'AUE qu'il est prévu de mettre de place.

L'estimation du coût unitaire de la mise en place d'une AUE comprend le coût global de toutes les activités de sensibilisation, de formation et de mise en place du bureau exécutif.

Activité 4 : Former les acteurs dans le cadre de l'AEPA

Il s'agit de renseigner le coût global destiné à l'ensemble des formations des acteurs. Si des formations ont déjà eu lieu, préciser le coût de réalisation de ces formations dans les colonnes « montant engagé » et « montant payé ».

D.II. Formations des acteurs dans le cadre de l'AEPA

L'objectif de ce tableau est de lister les différentes formations réalisées pour les acteurs de l'AEPA au cours du 1^{er} semestre de l'année.

Thème de la formation : indiquer le plus précisément possible le thème de la formation.

Exemple : gestion financière, suivi-évaluation,

Public cible : indiquer la catégorie des participants à la formation (artisans réparateurs, hygiénistes, maçons, agents communaux, AUE, agents de la DRAH, instituteurs etc.)

Nombre de participants : indiquer combien de personnes ont participé à la formation.

D.III. Mise en œuvre de la Réforme

NB : cette partie est à remplir exclusivement par les communes

Il s'agit ici de présenter l'état de mise en place de la réforme du système de gestion des infrastructures d'AEP par commune.

D.III.1. Informations administratives concernant la commune

Compléter les informations concernant le nom de la province, de la commune, le nombre de villages de la commune et le nombre de secteurs de la commune.

Le nombre de villages concernés correspond au nombre total de villages de la commune n'ayant pas encore été divisés en secteurs. Les villages des Centres ONEA ne sont pas pris en compte.

Le nombre de secteurs concernés est égal au nombre total des secteurs de la commune établi au 30 juin 2012. Les secteurs des Centres ONEA ne sont pas pris en compte.

D.III.2. Associations des usagers de l'eau

Il s'agit ici de renseigner la situation de la commune en matière de mise en place des associations des usagers de l'eau au 30 juin 2012.

Nombre total d'AUE existantes au 30 juin 2012 : il s'agit du nombre total d'AUE ayant désigné un bureau exécutif à la date du 30 juin 2012.

Nombre de nouvelles AUE mises en place au 30 juin 2012 : il s'agit du nombre total d'AUE ayant désigné un bureau exécutif entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2012.

Nombre total d'AUE reconnues : c'est le nombre total d'AUE ayant reçu un récépissé de reconnaissance du Haut Commissariat de la province à la date du 30 juin 2012.

Nombre total d'AUE ayant signé une convention avec la commune au 30 juin 2012 : c'est le nombre d'AUE ayant signé une convention de délégation de gestion avec la commune, à partir de laquelle elles sont habilitées à gérer les ouvrages d'AEP de leur zone de compétence au 30 juin 2012.

Nombre d'AUE ayant signé nouvellement une convention avec la commune au 30 juin 2012 : c'est le nombre d'AUE ayant signé une convention de délégation de gestion avec la commune, à partir de laquelle elles sont habilitées à gérer les ouvrages d'AEP de leur zone de compétence au cours du premier semestre de l'année en cours.

D.III.3. Artisan réparateur (AR) :

Nombre total d'AR agréés par la DRAH au 30 juin 2012 : c'est le nombre total d'artisans réparateurs ayant reçu un agrément technique de la DRAH à la date du 30 juin 2012.

Nombre total d'AR ayant signé un contrat avec la commune au 30 juin 2012 : c'est le nombre total d'AR ayant signé un contrat de maintenance avec la commune au 30 juin 2012.

D.III.4. Gestion des AEPS :

Nombre d'AEPS total : c'est le nombre d'AEPS de la commune, au 30 juin 2012.

Nombre d'AEPS gérées par l'ONEA : c'est le nombre d'AEPS gérés par affermage par l'ONEA dans la commune à la date du 30 juin 2012.

Nombre d'AEPS gérées par Opérateurs privés : c'est le nombre d'AEPS gérés par affermage ou par exploitation par un opérateur privé dans la commune à la date du 30 juin 2012.

Nombre d'AEPS gérées par ONG/Association : c'est le nombre d'AEPS gérés par affermage ou par toute autre forme de gestion déléguée par une ONG ou une association dans la commune à la date du 30 juin 2012

Section E : COMMENTAIRES

E.I – Commentaires spécifiques sur la programmation révisée

Il s'agit de donner les raisons ou toute autre information ayant conduit au changement de la programmation initiale. Ces informations sont données pour l'eau potable et pour l'assainissement des eaux usées et excreta distinctement.

E.II - Situation de l'exécution du plan de passation des marchés sur l'AEPA

Appréciation du niveau d'exécution : Il s'agit de donner le nombre de marchés déjà passés par rapport au nombre total de marchés prévus dans le plan de passation des marchés.

Difficultés rencontrées : Il s'agit d'énumérer clairement et succinctement les difficultés liées à la mise en œuvre du plan de passation des marchés.

Perspectives pour le reste de l'année : Il s'agit de préciser les étapes qui restent à franchir et les solutions envisagées pour l'exécution du plan de passation des marchés d'ici le 31 décembre de l'année.

E.III - Commentaires sur le niveau d'exécution à mi-parcours

Ces informations sont valables aussi bien pour l'eau potable que pour l'assainissement des eaux usées et excreta.

Difficultés et contraintes : elles concernent les goulots d'étranglement qui ont influencé la mise en œuvre des activités programmées. Il convient de les énumérer clairement et succinctement.

Suggestions : au regard des difficultés rencontrées, formuler des propositions concrètes pour les résoudre.

Perspectives : il s'agit d'indiquer les voies et moyens pour atteindre les objectifs fixés.

Appréciation globale sur l'achèvement des travaux en cours pour le reste de l'année : il s'agit de se prononcer de façon réaliste sur la possibilité d'achever ou non les travaux en cours d'ici la fin de l'année.